

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 22 (1996)
Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN / RECENSIONS CRITIQUES BOOK REVIEWS

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Dominique Merllié, *Les enquêtes de mobilité sociale*, PUF.

Les enquêtes de mobilité sociale sont presque nées avec la sociologie ... Il manquait 'un bilan d'envergure sur le traitement sociologique empirique de ce domaine pour le montrer. D. Merllié nous l'offre avec ce livre riche de documents historiques, quelquefois surprenants, et de références savantes, fruit d'un gros travail d'archiviste.

Le livre est construit sur deux séquences diachroniques parallèles, de deux parties chacune, qui se répondent et se correspondent dans un jeu de miroir.

La première partie présente, d'abord, le contexte culturel et idéologique de constitution de ce domaine de recherche au cours du dix-neuvième siècle. Alors que les thèmes de l'hérédité ou non des facultés intellectuelles (associé à la crânométrie concomitante des sauvages et des femmes face aux hommes européens), de la supériorité ou infériorité des individus et le darwinisme social côtoyaient l'idéal démocratique et libéral, les enquêtes de mobilité apparaissent comme constitutives d'un champ de débat et de lutte entre les égalitaristes et les traditionalistes. L'enjeu principal de ce champ est de montrer que la démocratie peut accroître la justice sociale et élargir la base de recrutement des élites ou que, au contraire, les inégalités «naturelles» persisteront toujours.

L'appareillage statistique, évoqué dans la seconde partie, que l'Etat libéral met en place pour évaluer cet effet espéré des institutions républicaines (fluidifier la structure sociale, ou accroître la *capillarité sociale* selon les termes utilisés au dix-neuvième siècle) est ensuite présenté en détail, en même temps que le bilan méthodologique des travaux en la matière. Des difficultés de mesure, telles que la quantité de mobilité qui varie selon le découpage des classes adopté par le chercheur, y sont exposées de manière fort didactique, montrant ainsi la part de construit des données sociales.

La troisième partie revient au passé pour décrire la genèse des enquêtes de

1 Les lacunes en la matière commencent à être comblées. A onze mois d'écart, le même éditeur (PUF) publie deux ouvrages sociologiques sur la mobilité sociale (l'autre étant celui de C. H. Cuin, *Les sociologues et la mobilité sociale*). Bien que très différents dans la forme et le fond, ces deux ouvrages, sont tous deux de qualité et tendent à combler le déficit théorique relatif à ce domaine de recherche. Celui de Cuin explique pourquoi la sociologie française, en particulier du fait du regard dominant porté sur l'institution scolaire et sur l'émancipation collective, au détriment des aspects plus individuels de la réussite sociale, a longtemps dénié tout intérêt à ce domaine de recherche ... On pourra aussi se référer à un récent numéro spécial de la Revue Française de Sociologie consacré à la mobilité sociale (1995, n° 36–1).

mobilité et de distance au conjoint (aujourd'hui nommées études sur l'homogamie) et le non spécialiste apprendra, non sans étonnement, que de nombreux travaux sur la mobilité (et même l'homogamie) existaient à l'articulation des dix-neuvième et vingtième siècle. Le lecteur retrouve des noms évoqués dans la première partie, tels que Galton ou Pearson (qui travaillaient, au siècle dernier, à l'étude de l'hérédité génétique des traits moraux et des aptitudes sociales). L'auteur y souligne la grande variabilité des procédures qui rendra difficile les comparaisons périodiques en vue de dégager des tendances ou les comparaisons internationales.

La quatrième et dernière partie décrit, de nouveau, l'*instrumentation* technique des enquêtes de mobilité. De fait, sont exposés les problèmes classiques de la mesure (et, au delà, de tout travail empirique) : choix des statuts envisagés pour la comparaison, choix des référents et des bornes, unité, taille de l'échantillon ... Y sont abordés les importants problèmes du découpage catégoriel et de l'éventuel ordonnancement hiérarchique de ces catégories. Dominique Merllié ne se prononce pas nettement sur ces questions cruciales et se borne à faire d'utiles remarques (par exemple sur la difficulté que pose le fait de considérer comme homologues tous les déplacements individuels entre différentes catégories) et à citer des administrateurs de l'INSEE selon lesquels on ne pourrait hiérarchiser des positions ou groupes de positions sociales ... De fait, il rejoint cette opinion, plus économique que sociologique, qui s'appuie sur la catégorie socio-professionnelle comme seul et unique critère d'attribution de position sociale. Par exemple, Merllié n'évoque jamais, à son compte, les notions d'ascension ou de «descension» ...

La conclusion de l'ouvrage est paradoxale et un peu confuse. S'y manifeste l'apparente ambivalence de Merllié à l'égard des enquêtes de mobilité. L'institution scolaire et la famille seraient, à la

fois, conditions et obstacles à la mobilité, la socialisation anticipée expliquerait des trajectoires improbables, la construction de tableaux de mobilité exigerait le recours à l'analyse multivariée (on ne comprend pas pourquoi), *l'origine sociale* serait *un des éléments constituant le statut* ... Cette dernière clause rend très difficile les mesures de mobilité, puisque toutes les trajectoires antérieures (jusqu'où remonter ?) s'actualiseraient dans une position. Elle invalide², par ailleurs, l'usage sociologique du concept de mobilité comme variable explicative ... On voit, par là, que ce livre a le grand mérite de poser des questions sociologiques de fond.

La question de la hiérarchisation des catégories est sans doute la plus nodale de la problématique de la mobilité; elle l'est aussi pour l'étude de l'homogamie. En effet, sans hiérarchisation, pas d'ascension ou de descension; la mobilité ne peut plus être que inter-branches et manifester le seul jeu des évolutions économiques. On ne peut plus montrer, par exemple, que la descension des femmes autorise

- 2 Les difficultés de mise en oeuvre empirique de cette idée sont de nature combinatoire. Si seule la catégorie socio-professionnelle est prise en compte, les échanges entre – au minimum – les six catégories produisent un espace d'attributs d'au moins 36 catégories structurales potentielles, puisque chaque individu peut être issu de n'importe quelle autre catégorie que la sienne (en réalité beaucoup plus, car on voit mal comment décider de la position «première» en cas de mobilité des générations antérieures à celle du père ou d'hétérogamie du couple parental) ... Le fond du débat est l'impossible instrumentalisation du concept de «trajectoire collective» qui, seul, intéresse la sociologie structuraliste. A supposer que l'on y parvienne, le nouveau critère de détermination du statut, ainsi produit, sera inutilisable comme variable explicative, du fait du trop grand nombre de modalités, sauf à réduire le nombre de ces modalités, ce qui pose le problème du critère : très vite, la hiérarchisation des catégories devrait s'imposer ...

l'ascension des hommes ³ ou que le groupe culturellement et socialement «hybride» des employés n'est tel que par le grand nombre de femmes en situation d'hypergamie (souvent mariées à un cadre moyen, cadre supérieur, ou à un membre des professions libérales) qui le composent ... On ne peut non plus établir des positions familiales de classe qui attribuent la propriété positionnelle non pas en vertu de la profession de l'individu mais de la profession la plus dotée en capital (économique et culturel principalement) du couple ou des parents s'il s'agit d'un jeune.

Ce livre a la particularité de ne pas donner de résultats. Il rapproche un inventaire historiographique, du plus grand intérêt en soi, et des descriptions techniques, également importantes, des procédés que les enquêtes de mobilité utilisent, de sorte que le lecteur non averti des débats internes à la discipline ne comprendra peut-être pas toutes les allusions et risque de ne pas très bien saisir, au bout du compte, l'utilité sociologique d'une table de mobilité ...

On peut aussi se demander pourquoi donner une telle importance au vocabulaire que des statisticiens utilisent pour exposer leurs procédés (par exemple la *mobilité parfaite*) alors que l'exercice est fort classique et ne se distingue à peu près en rien de certains tests statistiques, tels que le χ^2 , qui consistent à chercher l'écart aux situations d'indépendance. Au fond, une table de mobilité n'est qu'un croisement de variables (la profession d'ego et celle, déclarée par ego, de son père, par exemple) dont on cherche l'éventuelle relation, c'est-à-dire la non-indépendance ... Les marges d'une table de mobilité ne sont que les effectifs de ces variables; les nombres centraux ne représentant que les effectifs des individus ayant les deux propriétés croisées que la case symbolise. Pourquoi

assimiler les effectifs marginaux à la mobilité structurelle (ou *collective*) et les effectifs centraux à la mobilité circulatoire (ou *individuelle*) ? Cette logique binaire serait-elle la seule pertinente en sociologie ? Pourquoi préconiser le redressement des effectifs marginaux au risque d'altérer l'attribut que la variable tente de mesurer ? On redresse un échantillon pour dénombrer une tendance. Revient-il au sociologue ou au statisticien de procéder à ce type de calculs ?

L'essentiel est souvent dans les notes infrapaginales et dans les parties à la typographie rétrécies du texte, comme si le texte «principal» ne visait qu'à les illustrer. Par ailleurs, beaucoup de propos allusifs sont porteurs de risques d'amalgame. Par exemple, si l'usage de notions (sociologiques, comme *capillarité*, ou statistiques, comme *régression* ou *corrélation*) nées dans un contexte historique donné, sont reprises cinquante ou cent ans plus tard, peut-on laisser croire au lecteur que les modernes utilisateurs de la notion sont inévitablement les fidèles continuateurs d'une lignée d'eugénistes ou de darwiniens ? En matière d'usage langagier (ce langage fût-il sociologique), chaque auteur peut-il toujours relire tout ce qui a été écrit avant lui sur une notion qu'il utilise ? Si la généalogie conceptuelle est utile et passionnante, les procédés et concepts ne sont-ils pas aussi des outils sédimentés sans lesquels le progrès des connaissances sociologiques est impossible ? Les risques d'amalgame sont d'autant plus forts que de nombreux détails biographiques participent à établir des liens insoupçonnés entre des idéologies très différentes (par exemple, Pearson, qui a laissé son nom à un coefficient de corrélation statistique, était ami de certains eugénistes et était «socialiste») ... On pourrait presque se demander, dans certains passages, si cet ouvrage n'a pas été écrit en vue d'exhumer ce type de filiations et de renforcer le structuralisme en sociologie ...

3 Voir, à ce sujet, Juan (L'acteur et le système des positions de classe, *Cahiers Internationaux de Sociologie* n° 93, 1992).

On s'étonnera, enfin, même s'il n'y est pas vraiment question d'enquêtes, que certains auteurs, ayant écrit d'importants ouvrages sur les classes sociales, tels que Dahrendorf, Giddens ou Ossowski, ne soient pas évoqués dans le débat théorique relatif à la structure sociale.⁴ Ossowski, en particulier, eût été du plus grand secours au lecteur pour comprendre l'enjeu sociologique des enquêtes de mobilité : la valeur empirique des représentations de la structure sociale, soit comme un continuum total, soit comme strates hiérarchisables, soit comme blocs nettement découpés et distingués par des critères qualitatifs, imperméables les uns aux autres. Il est vrai que Bourdieu lui-même utilise le concept d'espace social, défini par le continuum des niveaux de capital, tout en employant celui de classe sociale dans le sens marxien usuel qui présuppose l'imperméabilité dichotomique des blocs ...

Salvador Juan, Université Paris-Dauphine, Laboratoire IRIS-TS

Norbert Schröer (Hrsg.), *Interpretative Sozialforschung. Auf dem Wege zu einer hermeneutischen Wissenssoziologie*, Westdeutscher Verlag, Opladen 1994, 329 Seiten

„Hermeneutik als Haltung und Handlung“ – so der Titel des Beitrags von Hans-Georg Soeffner und Ronald Hitzler – kann

als programmatische Klammer bezeichnet werden, die den von Norbert Schröer herausgegebenen Sammelband mit fünfzehn Artikeln zu einer hermeneutischen Wissenssoziologie zusammenhält. Dass wir es in den Sozialwissenschaften immer mit Daten zu tun haben, die verstehensmässig konstituiert sind und deshalb zu hermeneutischer Auslegung zwingen – Soeffner/Hitzler sprechen von der Unausweichlichkeit der Deutung –, dass zum wissenschaftlichen Verstehen insbesondere auch „die Beschreibung und das Verstehen des Verstehens“ (S. 50) gehöre, steht als methodologische Prämisse am Anfang des Buches. „Hermeneutik als Haltung“ wird im letzten Kapitel als Lösung propagiert, in dem Soeffner und Jo Reichertz das Problem der adäquaten Darstellung der Daten und Ergebnisse interpretativer Sozialforschung diskutieren. Dazwischen wird in drei weiteren theoretischen sowie zehn empirischen Beiträgen versucht, das Konzept einer hermeneutischen Wissenssoziologie vorzustellen und anhand von Fallmaterial das konkrete Vorgehen zu illustrieren.

Einige der methodologisch-methodischen Texte sind schon anderweitig publiziert worden (so der erwähnte Beitrag von Soeffner/Hitzler und der Aufsatz von Anne Honer zur „lebensweltlichen Ethnographie“). Anregend sind Christian Lüders Versuch, Goffmans Rahmenanalyse für die Textinterpretation fruchtbar zu machen, sowie der erwähnte Beitrag von Reichertz/Soeffner (vgl. unten). Formuliert sind die theoretischen Beiträge zum Teil in einer Weise, die leider durchaus geeignet ist, alle Vorurteile betreffend das Unvermögen der Soziologen, sich verständlich auszudrücken, zu bestätigen. Die empirischen Studien reichen thematisch von „sex and crime“ (Hitzler zur Konstruktion sadomasochistischer Rituale; Ute Donk und Norbert Schröer zu polizeilichen Vernehmungsverfahren) und Aussenseitern (Thomas Lau zu Punks) über medizinsoziologische Studien (Honer und Andreas Voss

4 Concernant Dahrendorf, il s'agit de *Classes et conflits de classes*, Mouton (1957) mais aussi et surtout de *Lebenschancen* (1979), non traduit en français. Concernant Giddens, il s'agit de *The class structure of the advanced societies* (1973), non traduit. Pour Ossowski, l'ouvrage est *La structure de classes dans la conscience sociale*, Anthropos (1963). Il est vrai que ces auteurs ont pour point commun de développer une critique de l'approche marxienne orthodoxe de la structure sociale ...

über Reproduktionsmedizin, Schröer und Ruth Möhlen-Studzinski zu Multipler Sklerose) bis zur Rekonstruktion des Typus des „modernen Unternehmers“ (Achim Brosziewski) und zur Analyse von Bildmaterial (Jo Reichertz über eines der umstrittenen Benetton-Werbephotos, Ludgera Vogt über ein Wahlkampfplakat der PDS).

Einleitend expliziert Norbert Schröer das gemeinsame Anliegen, nämlich nicht weniger als ein weiterer Versuch zur Versöhnung einer interaktionstheoretischen mit einer strukturtheoretischen Perspektive in den Sozialwissenschaften, ein Anliegen, das, wie er selbst bemerkt, nicht ganz neu sei. Bescheidenerweise wird denn auch nicht der Anspruch erhoben, ein in sich abgeschlossenes Konzept zu präsentieren. Einig seien sich die hier versammelten Forscherinnen und Forscher immerhin so weit, „dass der Gegenstand unserer Strukturrekonstruktionen die gesellschaftskonstitutiven Wissensbestände der handelnden Subjekte sind und dass in der Analyse dieser Wissensbestände die Konstitutionsleistungen des interpretierenden Subjekts weitgehend einbezogen werden müssen.“ (S. 20) Ziel einer hermeneutischen Wissenssoziologie ist mithin erstens, die Sinnbezüge zu rekonstruieren, die das Handeln von Menschen leiten, und aufzuzeigen, wie diese die historisch vorgegebene, soziale Welt permanent neu deuten und damit auch verändern. Gefordert wird zweitens, getreu dem Postulat, auch das Verstehen des Verstehens zu explizieren, eine Offenlegung der Interpretationsleistungen des Forschers.

Die Darstellung der spezifischen Position, die hier vertreten wird, gerät über weite Strecken zu einer Abarbeitung an Übervater Oevermann und dessen Objektiver Hermeneutik, dem eine asymmetrische Integration des interaktionistischen und strukturtheoretischen Ansatzes vorgeworfen wird. Auch diese Kritik ist bekannt und wurde insbesondere von Reichertz und Soeffner bereits andernorts aus-

giebig abgehandelt. Demgegenüber sei die hermeneutische Wissenssoziologie zwar ebenfalls streng strukturtheoretisch ausgerichtet, indem Besonderheiten der untersuchten Handlungen immer als typische Besonderheiten begriffen werden. Im Unterschied zur Objektiven Hermeneutik, die von subjektunabhängig wirkenden Strukturen ausgehe, verschwinde hier aber das Subjekt nicht aus dem Blickfeld. Strukturen müssen von den Subjekten angeeignet, d. h. „realisiert, ‚akzeptiert‘ und konstituiert“ werden (Schröer, S. 18), um eine wirklichkeitsstiftende Kraft zu entfalten. Indem Subjekte überdies immer wieder gezwungen werden, neue Lösungen zu neuen Problemlagen zu entwerfen, tragen sie aktiv und kreativ zum Wandel von Strukturen bei.

Der erste Problembereich – Rekonstruktion von Sinnbezügen – wird in den verschiedenen empirischen Beiträgen unterschiedlich gut angegangen und gelöst. Die Aufsätze, die hier nicht einzeln besprochen werden können, bieten einen guten Überblick über doch recht verschiedene Zugangsweisen und vor allem auch Darstellungsformen der Ergebnisse interpretativer Sozialforschung. (Dem Publikum sei empfohlen, sich zum Entziffern der zum Teil ausführlichen Interview- und Protokollauszüge eine Lupe anzuschaffen; die winzige Schrift spart zwar Platz, ist aber leider nicht sehr leserfreundlich.) Trotz der Vielfalt der Themen und des verwendeten Fallmaterials (Beobachtungsprotokolle, Interviewtexte und „natürliche“, d. h. von der Forscherin unbeeinflusst entstandene Daten) gelingt es dem Band, die gemeinsame Perspektive der Autorinnen und Autoren über die Unterschiede hinweg zu vermitteln. Bei einigen Artikeln würde man sich nähere Angaben zur Fragestellung der Untersuchung, aus der das präsentierte Fallmaterial stammt, wünschen. Auch wenn dem aus Platzgründen sicher Grenzen gesetzt sind, so hinterlässt der Verzicht auf eine kontextuelle Einordnung doch manchenorts den

Eindruck eines trivialen *l'art pour l'art*. Ein besonders groteskes Beispiel stellt der zur (unfreiwilligen?) Parodie auf die qualitative Forschung geratene Beitrag von Thomas Lau dar, dessen „Analyse“ des Songtextes von „Anarchy in the UK“ der Sex Pistols (einer der „Hymnen“ des frühen Punk) vorwiegend in der akribischen Rekonstruktion des Urtextes (inklusive richtig gesetzter Ausrufezeichen und Kommata) besteht. Es darf zu Recht bezweifelt werden, ob diese Vorgehensweise, die vom Entstehungs- und Verwendungszusammenhang des Fallmaterials absieht, den subjektiven Relevanzstrukturen der Punks gerecht wird, die den Text doch wohl eher im bierseligen, Pogo-tanzenden Ambiente eines Konzerts zur Kenntnis nahmen als am Schreibtisch. In angenehmem Gegensatz dazu steht die subtile Auslegung eines Benetton-Werbeplakates von Jo Reichertz, der nicht bei der Interpretation des Einzelfalls stehenbleibt, sondern davon ausgehend eine überzeugende Analyse der gesellschaftlichen Bedeutung der betreffenden Werbekampagne vorlegt und seine Ausführungen zudem mit grundsätzlichen Reflexionen zur Bildinterpretation unterlegt.

Die Einlösung des zweiten Anspruchs – Offenlegung des Interpretationsvorganges – kann gemäss den Autoren selbst aus prinzipiellen Gründen nicht gelingen. Wie in den theoretischen Beiträgen ausgeführt wird, stellen sich bei der Darstellung von Forschungsvorgang und -ergebnissen zwei Grundprobleme. Erstens ist der Moment der Hypothesenbildung dem Interpretieren selbst nicht bewusst, daher auch nicht darstellbar. Weil „Hypothesen die sprachlichen Zeugen nichtsprachlicher Schlussprozesse“ (Reichertz, zitiert von Schröder, S. 20) sind, stellen sich mögliche Lesarten eines Textes unvermittelt ein. Kommunizierbar ist die Überprüfung einer Lesart, nicht aber deren Generierung im Prozess des abduktiven Schliessens. Zweitens sind der Offenlegung der For-

schungspraxis pragmatische Grenzen gesetzt. Hermeneutische Fallrekonstruktionen bestehen im wesentlichen aus der extensiven Diskussion möglichst unterschiedlicher Lesarten eines Textes. Eine Sequenzanalyse vollständig zu dokumentieren, ist ein Ding der Unmöglichkeit, ganz abgesehen davon, dass die LeserInnen eines Forschungsberichts es so genau denn nun auch wieder nicht wissen wollen. Aus diesem Dilemma scheint kein Weg zu führen, woraus Schröder folgert, dass das vordringliche Bemühen einer hermeneutischen Wissenssoziologie zukünftig darauf abzielen müsse, Kriterien für die Ergebnisdarstellung zu finden.

Eine erste Annäherung nehmen Reichertz und Soeffner im abschliessenden Beitrag des Buches in Angriff. Ihre „Kritik des scheinbar ‚stillosen‘ Stils“ (S. 314) wissenschaftlicher Berichte überzeugt, ihre Schlussfolgerungen weniger. Weil wissenschaftliche Texte nicht allein bzw. nicht hauptsächlich durch textimmanente semiotische Mittel überzeugen können, werde die im Text zum Ausdruck kommende wissenschaftliche Haltung des Autors zum Prüfstein. Der Autor müsse seine Deutungsarbeit darlegen und die Eindeutigkeit der letztlich gewählten Interpretation zugunsten der Nachzeichnung von Entscheidungsprozessen aufgeben. Womit wir allerdings nach wie vor vor der Frage stehen, wieviel Offenlegung muss und darf's denn sein? Reichertz/Soeffner trösten sich und die LeserInnen mit der Schlussfolgerung, dass zwar die „Historisierung des Deutungsprozesses“ (S. 325) im wissenschaftlichen Bericht wohl Überzeugung schaffe, gleichzeitig aber auch Zweifel säe, dass jedoch ebendieser Zweifel neue Deutungsversuche provoziere und somit der Wissenschaft von Nutzen sei. Gleiches liesse sich über das Buch als ganzes sagen: auch wenn es keine fertigen Konzepte bietet, so stellt es doch wichtige Fragen und regt zu weiterem Nachdenken an. Wir sind noch nicht am Ziel, sondern – laut Unter-

titel – erst „Auf dem Wege zu einer hermeneutischen Wissenssoziologie“.

Eva Nadai, Institut für
Soziologie der Universität Bern

Carlo C. Jaeger, *Taming the Dragon: Transforming Economic Institutions in the Face of Global Change* (International Studies in Global Change; 5), Gordon and Breach, Yverdon 1994, X, 311 Seiten.

„How can the only species which has begun playing havoc with the biosphere learn to take care of it?“ (S. 4) Diese Frage steht im Zentrum des Buches *Taming the Dragon*, in dem sich der Zürcher Humanökologe Carlo Jaeger mit den Ursachen und Lösungsmöglichkeiten der globalen Umweltkrise befasst. Schritten auf dem Weg zu einem nachhaltigen Wirtschaften und den dabei bestehenden Hindernissen gilt sein besonderes Augenmerk. Des weiteren ist für ihn der Zusammenhang bzw. das Zusammenspiel von Individuen und ihrem Handeln auf der einen sowie sozialen Institutionen und deren handlungsleitenden Wirkungen auf der anderen Seite von besonderer Wichtigkeit.

Jaegers Darstellung ist bewusst interdisziplinär angelegt und will – um nur die wesentlichsten Gebiete zu nennen, die Jaeger einbezieht – Erkenntnisse aus (Human-)Ökologie, Soziologie, Psychologie, Wirtschaftswissenschaft, Geographie und auch (Moral-)Philosophie zusammenführen. Er verarbeitet dabei eine ungeheure Fülle von Material, und es ist schon aufgrund der Vielzahl der Gebiete ein wenig ungerecht, an der Darstellung von Teilbereichen Kritik zu üben. Doch auch wenn man einzelne Punkte nicht so stark gewichtet, bleibt bei der Gesamtwürdigung ein eher unbefriedigender Eindruck. Jaeger macht es dem Leser nämlich nicht einfach: es fällt schwer, den roten Faden zu

finden bzw. nicht zu verlieren; die Stringenz der Argumentation leidet sehr unter der Fülle der Einzelaspekte, die Jaeger thematisiert.

Ein Grundproblem des Buches liegt darin, dass Jaeger das Spannungsfeld zwischen Handeln bzw. Verantwortung des einzelnen auf der einen und systemischen Zusammenhängen und Zwängen auf der anderen Seite zwar immer wieder anspricht, aber nicht wirklich ausarbeitet. Sowohl in der Problemdarstellung als auch in den diskutierten Lösungsansätzen stehen die individuelle und die Systemebene unverbunden nebeneinander.

Jaeger geht nach einleitenden Bemerkungen (*Kapitel 1*) in fünf weiteren Kapiteln dem anfangs angesprochenen „Rätsel der Humanökologie“ (S. 4) nach. *Kapitel 2 (The Accountable Animal)* beschäftigt sich mit der Frage, ob die gegenwärtige Umweltzerstörung als Ergebnis eines kollektiven Wahnsinns („collective“ oder „common madness“) aufgefasst werden kann. In *Kapitel 3 (The Evolution of Human Ecological Systems)* befasst sich Jaeger mit der Evolution humanökologischer Systeme und setzt sich dabei mit dem Problem auseinander, ob der von ihm konstatierte Zustand des „common madness“ durch bestimmte Charakteristika der heutigen Gesellschaft, insbesondere der modernen Weltwirtschaft, verstärkt wird.

Sowohl im zweiten als auch im dritten Kapitel wird immer wieder die Bedeutung der persönlichen Verantwortung hervorgehoben. Verantwortlichkeitsbeziehungen zu anderen Menschen sind für Jaeger ein integraler Bestandteil der Persönlichkeit und nicht lediglich eine äusserlich auferlegte Handlungsbeschränkung – ein Punkt, der seiner Ansicht nach in herkömmlichen Analysen oft vergessen wird. Im privaten, beruflichen und im politischen Bereich geht es für Jaeger darum, das Handeln wieder in derartige Verantwortlichkeitsbeziehungen einzubinden. Trotzdem bleibt unklar, worauf Jaegers Kritik an der reduktionistischen Persönlichkeitsauf-

fassung letztlich abzielt. Auf der einen Seite kann sie das tatsächliche Verhalten von Personen beschreiben, die nur noch äusserliche Ziele verfolgen und sich in ihrem Handeln kaum von Rücksichtnahme und Verantwortung leiten lassen – dann handelt es sich sozusagen um eine Darstellung des *Objektbereiches* der wissenschaftlichen Analyse. Auf der anderen Seite kann sie sich auf eine *Analyse-methode* beziehen, im speziellen auf eine bestimmte Variante des methodologischen Individualismus, die alle Aussenbeziehungen eines Menschen als externe „constraints“ modelliert und dabei – nach Jaeger – vergisst, dass bestimmte Beziehungen Bestandteil der Person selbst sind. Sicher geht es Jaeger um beides, aber bezogen auf die zweite Variante bleibt unklar, wie sich die Ergebnisse der Analyse ändern, wenn diese Beziehungen als zur Person gehörig behandelt werden. Ohne eine solche nähere Erklärung entsteht der Eindruck, dass lediglich eine klassifikatorische Änderung vorgenommen wird, deren inhaltliche Auswirkungen im Dunkeln bleiben.

Im 4. Kapitel (*The New Enlightenment*) behandelt Jaeger zunächst verschiedene Versuche der kulturellen Erneuerung (die jüdisch-christliche Tradition, das antike Griechenland mit seinen demokratischen Ideen und auch die Arbeiterbewegung) und setzt sich dann mit den Erfahrungen der Aufklärung des 18. Jahrhunderts auseinander, in deren Darstellung er vor allem die Trennung zwischen Kirche und Staat sowie die enge Verbindung von Wissenschaft und ihrem Anspruch auf Wahrheitsfindung hervorhebt. Jaeger betont richtigerweise, dass sich im Umweltbereich weniger naturwissenschaftliche als ethische Fragen stellen. Gerade hier ist für ihn jedoch das Problem der Aufklärung, dass sie mit ihrer Betonung der Messbarkeit und Berechenbarkeit dazu verleitet hat, auch bei ökologischen Problemen nach rein mechanisch-naturwissenschaftlich bestimmten Schwellenwerten zu su-

chen, jenseits derer die Katastrophe eintritt. Da diese Werte jedoch in Wirklichkeit gar nicht existieren, ist das Verlangen nach immer mehr und immer härteren Daten für Jaeger nicht zielführend: denn damit kann man sich an den notwendigen moralischen Entscheidungen nicht vorbeimogeln – für die umweltpolitische Diskussion ist das ein sehr wichtiges Argument. Auch ist an Jaegers Darstellung der Aufklärung positiv hervorzuheben, dass er die von Autoren wie Fritjof Capra gepflegte Verabschiedung der Vernunft zugunsten einer völlig nebulösen Ganzheitlichkeit nicht mitmacht; die Aufklärung soll nicht zurückgedrängt, sondern weitergeführt werden. Nur in seiner antagonistischen Gegenüberstellung von Wissenschaft und Religion kann ich Jaeger nicht folgen; zumindest in ihren Anfängen verstand sich die Wissenschaft als *Stütze* der Religion, da sie von dem Gedanken geprägt war, die Weisheit Gottes in den Einrichtungen der Natur (und der Gesellschaft) nachzuweisen. Gerade der diesbezügliche Optimismus liess viele Bedenken gegen einen rücksichtslosen Umgang mit den natürlichen Lebensgrundlagen verstummen.

Das 5. Kapitel (*Transforming the Economy*) behandelt Wege in Richtung auf eine nachhaltige Wirtschaft, die auf die lange Frist hin orientiert sind und z. T. einen „visionären“ Charakter haben. Im Vordergrund steht hier für Jaeger das Problem des quantitativen Wachstums, das er im wesentlichen durch positive Profitraten initiiert sieht; diese schaffen sowohl die Anreize als auch die Mittel für Nettoinvestitionen und damit für Wachstum. Zwar hält es Jaeger für vorübergehend möglich, durch technischen Fortschritt das Wirtschaftswachstum vom physischen Wachstum (Materiedurchfluss im ökonomischen System) abzukoppeln, dies würde jedoch nicht ad infinitum möglich sein. Jaeger setzt grosse Hoffnungen auf den Rentenmechanismus: auf knapper werdenden Ressourcen entstehen Renten, die die Prei-

se dieser Ressourcen erhöhen und so Anreize für einen sparsameren Umgang schaffen.

Darüber hinaus ist eine nachhaltige Steady-State-Wirtschaft für Jaeger durch ein um Null schwankendes Gewinn- und Zinsniveau gekennzeichnet. In einer solchen Wirtschaft hätten dann auch bestimmte Naturgüter einen unendlichen Preis. Dies kommt daher, dass der ökonomische Wert von Gütern, die – zumindest prinzipiell – ewige Renten abwerfen (z. B. landwirtschaftlich genutzte Böden), durch Division dieser Rente durch den Diskont- bzw. Zinssatz bestimmt wird. Ist der Zinssatz gleich Null, so wird der Wert dieses Gutes unendlich gross.

Es ist positiv hervorzuheben, dass Jaeger Charakteristika der modernen Geldwirtschaft überhaupt thematisiert; sie sind in der herkömmlichen Umwelt- und Ressourcenökonomie kaum ein Diskussionsgegenstand. Nur wenige Autoren beschäftigen sich mit den Wachstumsanreizen und auch Wachstumszwängen, die in einer modernen Geldwirtschaft bestehen. Aber gerade weil fast alles in diesem Bereich bestenfalls erst „work in progress“ darstellt und eine wirklich befriedigende Geld- und Zinstheorie noch nicht in Sicht ist, geschweige denn einen breiteren Konsens gefunden hat, begibt sich Jaeger mit seiner Darstellung, in der er sehr unterschiedliche geld- und produktionstheoretische Ideen aufgreift, auf ziemlich dünnes Eis.

Auch erscheint Jaegers Vertrauen in den Rentenmechanismus und in die Idee des unendlich hohen Preises für Naturgüter in einer zinslosen Welt fragwürdig. Dass auf knapper werdenden Ressourcen Renten entstehen, was zu Preissteigerungen und sparsamerer Verwendung führt, ist für die Ressource Boden noch einigermaßen plausibel, aber bei erschöpfbaren Ressourcen ist die Argumentation kaum zu halten. Bereits empirisch ist eine entsprechende Preissteigerung nicht festzu-

stellen und auch theoretisch funktioniert der Mechanismus nur unter ganz bestimmten Bedingungen. Und wie der Übergang in eine zinslose Welt möglich sein sollte, darüber wird nichts ausgesagt. Die Frage nach einem endlichen oder unendlichen Preis für Naturgüter bzw. nach dem pfleglichen Umgang mit ihnen ist wohl auch weniger eine Frage der Existenz des Zinses, sondern eher ein Problem der Ausgestaltung des Eigentumsrechts an diesen Naturgütern. Jaeger gibt das auch selbst zu, wenn er Formen des öffentlichen Eigentums in Verbindung mit privaten Nutzungsrechten diskutiert (S. 239).

Im 6. Kapitel (*Managing the Environmental Crisis*) geht es um politische Strategien, die unter den gegenwärtigen Bedingungen kurz- und mittelfristig eingeleitet werden können und müssen. Hier steht das Problem der Entwicklungsländer im Vordergrund, die für ihre eigene Entwicklung nicht nur auf Wissens- und Kapitaltransfer angewiesen sind, sondern auch – nach Jaegers Ansicht – ein kräftigeres Wirtschaftswachstum und damit verbunden ein grösseres physisches Wachstum anstreben werden. Um das den Entwicklungsländern zu ermöglichen, sind in den Industrieländern entsprechend grössere Reduktionen der Umweltbelastung nötig – auch deshalb, um für die Entwicklungsländer entsprechende Vorbilder zu schaffen, damit sie die Fehler der Industrieländer nicht eins zu eins wiederholen. Doch selbst wenn man ein Aufholrecht der Entwicklungsländer – auch in Sachen Verschmutzung – zugesteht, stellt sich doch die Frage, welche Anreize zu stärkeren Reduktionen die Industrieländer demgegenüber haben sollten. Hierzu wäre eine ausführlichere Diskussion wünschenswert gewesen.

Insgesamt bleibt ein zwiespältiger Eindruck. Auf der einen Seite kann eine solche kurze Rezension kaum die vielen von Jaeger angesprochenen Ansätze behandeln, geschweige denn ihnen gerecht wer-

den. Der Autor spannt in seinem Buch eher ein Forschungsprogramm auf als dass er auf die von ihm angesprochenen Fragen schon Antworten geben könnte. Das muss kein Nachteil sein. Trotzdem aber bleibt es auf der anderen Seite unbefriedigend, wenn gegen Ende des Buches auf S. 273 folgendes zu lesen ist:

The environmental crisis is the result of a myriad of human actions enmeshed in complex patterns of cultural evolution. Only if a huge process of cultural degeneration can be reversed into a fairly rapid process of cultural regeneration, is there a chance of overcoming the environmental crisis. Cultural regeneration lies beyond the control of human agency, although it cannot take place without the active participation of many people in very different social positions.

Zweifellos ist diese Komplexität nicht einfach aufzulösen. Aber gerade weil das Zusammenspiel von Individuen und Institutionen, das Spannungsfeld zwischen autonomem Handeln und das Eingebundensein in (systemische) Sachzwänge ein wichtiges Thema des Buches sind, hätte ich mir mehr Aufschlüsse über eben diese Zusammenhänge gewünscht. Jaeger gibt ja selbst zu, dass Gesellschaftsstrukturen nicht einfach durch guten Willen oder individuelles Handeln verändert werden können. Wie aber sieht dann der Aufbau von Verantwortlichkeitsbeziehungen in einer anonymen, arbeitsteiligen Marktwirtschaft aus? Welche Spielräume bestehen für autonomes Handeln angesichts der (scheinbar) so übermächtigen Markt- und Sachzwänge? Wie wäre der von Jaeger angesprochene Aufbau einer Berufsethik, bei der die Selbstverwirklichung im Vordergrund steht, zu bewerkstelligen und welches Spannungsverhältnis ergibt sich daraus zur Notwendigkeit des Gelderwerbs?

Viele hochinteressante Aspekte reißt Jaeger leider nur an, ein Grossteil der Darstellung bleibt auf einer rein klassifikatorischen bzw. beschreibenden Ebene oder

verschwindet in einem Meer von Einzelheiten.

*Johannes Schmidt, Institut für
Wirtschaft und Ökologie an der
Universität St. Gallen (IWÖ-HSG)*

Antoinette Chauvenet, Françoise Orlic et Georges Benguigui, *Le monde des surveillants de prison*, PUF 1994, 227 p.

L'originalité de cet ouvrage réside dans sa principale option théorique et méthodologique. Comme le soulignent les auteurs eux-mêmes, ce livre entend combler une lacune de la recherche sur le champ pénitentiaire. Il s'agit de montrer que même si la prison apparaît à bien des égards comme un milieu retranché de la société civile, on doit l'aborder dans ses relations avec l'environnement extérieur. En effet, l'isolement pénitentiaire n'implique nullement l'autonomie de la prison. Au contraire, elle figure parmi les institutions les plus dépendantes sur le plan des objectifs et des moyens qui lui sont assignés.

Aborder le système pénitentiaire par le biais des surveillants de prison permet, mieux que tous les autres métiers en rapport avec celle-ci, de mettre en évidence cette dépendance et les contradictions qu'elle implique. Car être surveillant de prison, c'est exercer un métier surdéterminé à l'extrême par la société extérieure, l'administration, la hiérarchie et la pression de contraintes contradictoires. Les auteurs comparent la position des surveillants à celle des policiers, dans la mesure où leur fonction est définie par son instrumentalité et par l'indétermination découlant de la variété des tâches qu'ils sont appelés à effectuer. En outre, le métier s'exerce dans un environnement très particulier, dans lequel les relations sont marquées par l'enfermement et par la cohabi-

tation entre des règles de la vie sociale extérieure et des règles internes propres au rapport de force carcéral.

A ce stade, on dira deux mots de la méthode mise en oeuvre, qui mérite notre attention. Pendant plusieurs mois, les auteurs se sont immergés – dont un mois sous l'uniforme de surveillant(e)s stagiaires – dans cinq établissements pénitentiaires français : une centrale de sécurité, un centre de détention pour condamnés en fin de peine et trois maisons d'arrêt pour condamnés à de courtes peines. Au cours de cette période, ils ont réalisé plus de 300 entretiens et ont recueilli un grand nombre d'observations sur l'organisation du travail des surveillants. Sans doute la richesse de ce livre doit-elle beaucoup à l'implication personnelle de ses auteurs.

Tout au long de l'ouvrage, ces derniers s'efforcent de mettre en relation la logique du système carcéral telle qu'elle est définie par la société et les conditions effectives du travail des surveillants, qui agissent comme ses délégués. Or cette relation s'avère assez rapidement traversée par une contradiction majeure, entre logique bureaucratique et logique du maintien de l'ordre. Le contrôle de la population pénale se heurte en effet à cette équation fondamentale : plus on cherche à combattre l'insécurité par la privation de liberté, plus on augmente les risques de désordre interne.

D'un côté, la prison doit s'accommoder d'un élargissement de ses fonctions, puisqu'à l'accroissement des droits et des activités des détenus s'ajoute un allongement des peines. A ce titre, elle fait l'objet d'un processus de bureaucratisation continu, dont découle d'une part la multiplication des règles formelles, et d'autre part l'augmentation de la charge de travail du personnel, qui touche les surveillants au premier chef. De l'autre côté, en tant que collectivité humaine, la prison nécessite une certaine coopération de la part des détenus pour réduire les risques de dés-

ordre interne. Le maintien de l'ordre, qui n'a pas de contenu en soi, passe donc par la mise en oeuvre de règles informelles qui introduisent un minimum de réciprocité dans les rapports entre détenus et surveillants. La définition du rôle du surveillant oscille ainsi entre ces deux logiques qui traversent la prison.

Dans le cadre bureaucratique, le surveillant est un subordonné instrumentalisé dont on postule qu'il occupe une position d'autorité vis-à-vis des détenus. Il dispose à ce titre d'un ensemble de règles impersonnelles régissant le bon fonctionnement de l'organisation. Au contraire, le maintien de l'ordre exige du surveillant une certaine autonomie par rapport aux règles, dans la mesure où il se trouve dans «une position réactive et d'ajustement constant aux agissements et initiatives des détenus», même s'il est fonctionnellement maître de son périmètre. Ce dilemme entre des attentes contradictoires est illustré et renforcé par la difficulté que semble rencontrer le système pénitentiaire lui-même à édicter des règlements intérieurs susceptibles de fournir des solutions aux problèmes pratiques des surveillants dans leurs rapports avec les détenus.

Les auteurs montrent bien le malaise vécu par les surveillants quant à la définition de leur fonction. A l'indétermination des tâches mentionnée plus haut s'ajoute donc une «double contrainte» entre «l'obligation légale de moyens et l'obligation pratique de résultats», qui crée un sentiment d'incertitude professionnelle et amène fréquemment les surveillants à se mettre en infraction vis-à-vis des textes. En outre, leur travail possède une spécificité qu'ils partagent notamment avec certaines catégories de policiers. La division du travail classique se double d'une dimension morale : le travail de surveillant est non seulement subordonné, mais il est défini comme un «sale boulot», tant à l'intérieur de la prison (c'est ce que traduit le sentiment de dévalorisation du rôle de surveillance face au «beau rôle» des

intervenants externes, travailleurs sociaux, avocats, etc.) qu'hors de celle-ci. Cette division morale du travail est d'autant plus pesante que les surveillants eux-mêmes doivent se partager entre des tâches valorisantes (d'aide, de conseil et de soutien aux détenus) et des tâches jugées humiliantes, comme la fouille corporelle, la surveillance des couples dans les parloirs ou le quartier disciplinaire. La réinsertion des détenus, qui figure légalement parmi les missions dévolues aux surveillants, pourrait faire partie de ces tâches valorisantes, si elle n'était pas en contradiction constante avec la fonction essentiellement sécuritaire qu'on attend d'eux. En outre, l'organisation hiérarchique de la prison, le rythme de travail, le type de formation dispensée au personnel, et surtout l'absence d'informations fournies aux surveillants sur les détenus rendent peu envisageable la prise en charge effective par ces derniers d'une mission de réinsertion.

La fonction de surveillant apparaît donc comme ambiguë, traversée par les logiques contradictoires de l'institution dans laquelle elle s'inscrit. Les surveillants partagent encore une fois ce trait avec les policiers, dont l'expérience est assez proche, s'agissant par exemple de la difficulté à fixer un cahier des charges. Cette ambiguïté est d'autant plus grande qu'en fin de compte, le travail concret des surveillants n'a pas grand-chose à voir avec les missions qui le définissent légalement. Pratiquement, ces derniers assurent avant tout l'entretien et la gestion du quotidien des détenus. Cette relation de service implique une disponibilité constante qui n'est pas sans poser des problèmes par rapport à la définition de leur statut vis-à-vis des détenus.

Les relations entre surveillants et détenus sont contaminées par l'environnement carcéral. A ce titre, l'on se doit de part et d'autre de respecter un certain nombre de règles informelles qui garantissent une certaine «paix sociale». La prison étant à divers égards un univers

anémique et amoral, il s'agit de recréer en permanence les conditions de rapports sociaux normaux, c'est-à-dire un minimum de coopération et d'échange, dans les limites des exigences de la sécurité. Pour les surveillants, ces échanges permettent à la fois d'assurer concrètement le contrôle de la population pénale en réduisant les tensions et d'injecter des règles de morale susceptibles de pallier à l'absence de projet social de la prison. L'autorité des surveillants dépend de la coopération des détenus, elle doit être gagnée auprès d'eux, ce qui est fait essentiellement par le biais de services rendus. Bien que le refus de coopérer demeure une menace permanente, qui prend forme de temps à autre dans des émeutes, détenus et surveillants sont conscients d'avoir pour intérêt commun une certaine coexistence pacifique.

Un autre trait de la prison, qui la différencie des autres organisations et qui a des conséquences sur le travail et les conceptions du métier des surveillants, est la nature et le mode de transmission de l'information. En effet, en prison l'information utile est avant tout celle qui concerne les intentions et les dispositions des détenus. Or cette information fait bien sûr l'objet d'une rétention. Etant en relation directe avec la population carcérale, on attend des surveillants qu'ils fassent remonter l'information, alors qu'ils ne sont eux-mêmes que très rarement informés par leurs supérieurs sur la nature des délits et les raisons des mesures prises à l'égard des détenus. La hiérarchie entend ainsi exercer un double contrôle, à la fois sur le personnel de surveillance et sur les détenus eux-mêmes. En retour, les surveillants font un usage stratégique du «carnet d'observation» par lequel ils sont censés transmettre toutes les informations utiles sur ces derniers et sur les conditions dans lesquelles se déroule leur travail. Les surveillants travaillant souvent seuls, le carnet d'observation est donc conçu à la fois comme un moyen d'information et comme un moyen de contrôle. Son usage,

qui varie d'un type d'établissement à l'autre, contribue au sentiment qu'ont les surveillants de faire l'objet d'un contrôle au même titre que les détenus.

Les auteurs font une description détaillée de la division du travail dans la prison. Nous en retiendrons deux aspects. D'une part, l'ambiguïté du rôle de l'encadrement, confronté à la contradiction entre une fonction de contrôle bureaucratique et l'expérience passée de l'impossibilité d'effectuer le travail de surveillance sans violer certaines règles. D'autre part, l'extrême isolement du surveillant; isolement physique, parce qu'il gère seul son périmètre et qu'il n'a que rarement l'occasion de communiquer avec ses collègues; mais aussi isolement social, parce que la nature du travail et l'individualisation de la responsabilité ne favorisent pas un sentiment d'appartenance commune, tout comme les raisons du choix du métier, caractérisées par la volonté d'éviter le chômage ou un métier encore plus dévalorisé.

Les surveillants exercent donc leur métier dans le cadre d'un professionnalisme informel construit dans les espaces concédés par la logique bureaucratique. Pris dans une situation de double contrainte, ils apparaissent bien souvent en équilibre précaire entre leur volonté de bien faire leur métier, la méfiance et la dureté des rapports sociaux dans la prison, et le contrôle qu'on exerce sur eux. Finalement, on peut voir dans les conditions d'exercice du métier de surveillant un condensé des contradictions que nourrit la société à l'égard de la prison, et plus globalement de la punition. C'est ce que font les auteurs lorsqu'ils se demandent si l'image négative du métier, que les

surveillants eux-mêmes contribuent à véhiculer, n'est pas le produit d'un déplacement sur une catégorie professionnelle particulière de la mauvaise conscience liée à la condamnation d'autrui, la coupure entre le moment du jugement et ses suites produisant ce que Foucault a nommé un «enfouissement bureaucratique de la peine», qui a pour résultat d'empêcher toute réflexion sur le rôle et la signification de la prison.

Bien que l'on puisse regretter l'aspect quelque peu répétitif de certains thèmes, probablement dû au caractère collectif de l'ouvrage, on recommandera vivement la lecture de cet ouvrage, aussi bien aux personnes qui aspirent à trouver à propos de la prison autre chose qu'une réflexion sur la déviance, qu'à celles qu'un ouvrage exemplaire de sociologie du travail intéresse. Les auteurs ont en effet su inclure dans leur analyse les différents protagonistes du milieu carcéral, tout en se servant du travail des surveillants comme d'une grille de lecture des rapports sociaux dans la prison. Aux lecteurs qui n'ont pas une idée très précise du système pénitentiaire, le livre apprend que la prison n'est pas statique, mais se transforme au gré des interventions qu'y consent la société, justifiant que la sociologie continue à s'y intéresser. Les auteurs ayant pris soin de se distancer d'une étude de type comparative que le choix de leur approche rendait impossible, on souhaiterait voir ce genre de recherche réalisée ailleurs, à commencer par la Suisse, pour connaître les limites de leurs analyses sur le plan de la politique carcérale dans d'autres pays que la France.

*Valérie Perrin,
Université de Lausanne*

